

LA CRISE ACTUELLE POSE DE TRÈS GRANDS DÉFIS AU MOUVEMENT SYNDICALⁱ

Pertes d'emploi, pressions sur les salaires, aggravation des inégalités et de la pauvreté... La crise financière et économique planétaire a des répercussions énormes sur les travailleurs. Comment une crise aussi grave a-t-elle pu se produire? Quelles leçons en tirer? Quelques éléments de réponse avec Peter Bakvis, directeur du bureau de Washington de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et de Global Union.

Quelles sont les causes principales de la crise actuelle?

En tout premier lieu, la dérégulation des activités financières. L'absence de réglementation ne concerne pas uniquement les États-Unis : elle est encore plus importante au niveau international, alors que le secteur financier s'est mondialisé depuis les dernières décennies. Rien n'a été mis en place pour contrôler, même de façon minimale, le développement des échanges financiers, la capacité des institutions financières de consentir des prêts dans un autre pays, de développer des produits financiers dits sécurisés, qui en réalité cachaient des placements très risqués, ou de faire des investissements massifs et purement spéculatifs, dans des produits dérivés par exemple, qui ont fini par mettre en péril l'ensemble du système financier.

L'élément déclencheur a-t-il vraiment été la crise des « subprimes » aux États-Unis?

Si ça n'avait pas été cela, ça aurait été autre chose, mais il y a effectivement eu une bulle qui s'est développée, particulièrement dans le secteur immobilier. Ce n'était pas uniquement aux États-Unis, mais c'était particulièrement aigu dans ce pays. Elle a été provoquée par des pratiques financières non réglementées : les financiers avaient intérêt à ce que des gens paient de plus en plus cher les maisons, qu'ils prennent des hypothèques de plus en plus coûteuses et avec des conditions, comme des taux d'intérêt ajustables, dont les clients n'étaient pas informés. Ce système a fonctionné jusqu'à ce que la bulle éclate. L'inflation des prix des maisons aux États-Unis était complètement déconnectée de l'économie réelle, des salaires réels qui stagnent et sont même en baisse depuis 10 ans. Le secteur financier a permis à des gens d'acheter des maisons à des prix qui étaient bien au-dessus de leurs moyens. Il a ensuite vendu les promesses de remboursement, ces hypothèques emballées comme des produits dits sécurisés, à d'autres parties à travers le monde, comme en Europe. C'est ainsi que des institutions financières européennes se sont trouvées en difficulté. Mais il y a d'autres causes à cette crise, par exemple le fait que beaucoup d'actions étaient gonflées par rapport à la valeur réelle des entreprises. Il y a eu une inflation des actifs, pas seulement aux États-Unis, mais dans d'autres pays européens qui sont maintenant frappés par le dégonflement de cette bulle.

Pourquoi personne ne semble avoir vu venir l'ampleur de la crise? Même le tout récent prix Nobel d'économie, Paul Krugman, a reconnu s'en vouloir « de ne pas avoir compris à quel point nous sommes à la merci des effets domino de la finance »...

C'est effectivement une condamnation des économistes professionnels. Le FMI, l'OCDE, malgré leurs milliers d'économistes ayant pour mandat de surveiller l'économie mondiale, ne l'ont pas vu venir. Il y a bien eu des économistes solitaires, ici et là, qui affirmaient que ce qui se passait dans le marché de l'immobilier résidentiel était tout à fait déconnecté et irréal, mais la majorité des économistes travaillent pour le secteur privé. Tant que ce système produisait des profits pour les entreprises, ils ne voulaient pas être les premiers à tirer sur la poule aux œufs d'or.

Au Bureau International du Travail (BIT) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par contre, et dans quelques services de recherche indépendants ou dans les organisations syndicales, certains avaient souligné les déséquilibres entre l'économie financière et l'économie réelle. Mais c'était une petite minorité de la profession.

À moyen et long termes, quels seront les travailleurs qui subiront le plus les conséquences de cette crise? Ses effets se feront-ils davantage sentir dans les pays en développement que dans les pays développés?

Malheureusement, même avec les mesures d'urgence et les injections massives de fonds en Europe et aux États-Unis ces dernières semaines, il semble que l'on va vers une récession mondiale. Je pense que tout le monde va s'en ressentir, mais de différentes façons. Dans les pays industrialisés, la crise financière qui trouve son origine aux États-Unis entraîne une quasi-paralysie du secteur financier : les banques ne veulent pas prêter aux entreprises en l'absence de garanties que les entreprises ne sont pas capables de fournir. Ça va se répercuter assez rapidement vers l'économie réelle, le secteur manufacturier des pays industrialisés. Une augmentation du chômage est annoncée dans tous ces pays. Comme dans chaque récession, il y aura pression à la baisse sur les salaires et sur les autres coûts non salariaux liés au travail. Ça va poser de très grands défis pour le mouvement syndical : d'abord, résister aux attaques, mais aussi proposer des solutions de rechange qui permettent de réduire au maximum les pertes d'emploi et de protéger les salaires et les différents programmes sociaux.

Dans le monde en développement, la crise financière s'ajoute à une autre crise déjà très présente, la crise alimentaire. Dans les pays les plus pauvres, les travailleurs dépensent souvent plus de la moitié de leurs revenus pour les aliments de base, or ceux-ci ont connu une inflation très importante ces dernières années, avec un sommet aux alentours de juillet 2008. Cette hausse a eu des impacts très négatifs. Par exemple, une analyse du BIT montre que les travailleuses touchant un salaire de base dans le secteur textile du Bangladesh ont connu une perte de leur pouvoir d'achat de 20% uniquement en raison de l'inflation du prix du riz. Il y a des exemples semblables dans de nombreux autres pays pauvres. Une baisse des prix des denrées de base s'amorçait depuis juillet, mais l'impact de la crise financière sur les denrées alimentaires demeure incertain à l'heure actuelle.

De la même façon qu'il y a de la spéculation sur les actions et dans le marché immobilier, il y a de la spéculation sur les produits de base, dont les denrées alimentaires. On achète par exemple à l'avance d'énormes quantités de riz en spéculant sur une hausse de son prix dans quelques mois, ce qui a pour effet d'augmenter effectivement ce prix. Les travailleurs à bas revenus des pays les plus pauvres, qui dépendent de ces produits-là, ressentent terriblement les effets de cette spéculation. La crise financière de ces derniers mois s'ajoute donc à un affaiblissement du pouvoir d'achat dans ces pays.

Quels sont les pays qui ressentiront le moins les effets de cette crise?

Assez curieusement, on dit que les pays les moins mondialisés vont le mieux pouvoir s'isoler de la crise. Le FMI a sorti début octobre ses prévisions pour 2009, où il étudie des pays comme l'Inde et la Chine, des pays qui exportent beaucoup, mais qui se sont aussi beaucoup protégés. Les deux pays maintiennent encore bien des contrôles sur les importations, imposent beaucoup de conditions aux investisseurs étrangers et les marchés des capitaux y sont très contrôlés et réglementés. On s'attend à ce qu'en Inde, la croissance passe de 8% cette année à 7% en 2009, une baisse qui n'a rien de comparable avec celle des pays industrialisés qui risquent de connaître une croissance négative. La Chine passerait de 10% en 2008 à 9% en 2009. Le taux de croissance des pays africains ne semble pas, lui non plus, très affecté pour le moment (par contre, les prix des aliments affectent beaucoup les populations africaines, surtout celles à bas revenu). C'est différent dans les pays très dépendants des marchés du monde industrialisé. Pour le Mexique par exemple, qui a un traité de libre échange avec les États-Unis depuis 1994, on prévoit un taux de croissance de 1,8% en 2009 alors qu'on était à 2,1% cette année et à 3,2% en 2007.

Ceci dit, il y a généralement une croissance démographique plus forte dans les pays en développement, ils ont donc besoin d'une croissance plus élevée pour ne fût-ce que maintenir le niveau de revenu par habitant et créer suffisamment d'emplois. Au Mexique, on calcule qu'absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail prend chaque année 3% de la croissance du PIB.

On peut donc s'attendre à des impacts au niveau des pertes d'emplois, des pressions à la baisse sur les coûts salariaux dans les pays en développement également, et ce seront les pays les plus dépendants des marchés d'exportation dans le monde industrialisé qui sentiront le plus d'effets.

On peut également prévoir une baisse des revenus du tourisme et de la coopération au développement dans les pays les plus pauvres...

Oui, Oxfam a déjà rapporté que 3 grands pays européens (l'Espagne, la France et l'Italie) ont annoncé leur intention de geler ou réduire l'aide au développement. Aux États-Unis, les candidats à l'élection présidentielle en parlent aussi. D'autres pays iront peut-être en ce sens. Ce sont bien sûr les pays les plus pauvres qui vont en subir l'impact, ceux qui en dépendent pour des aides d'urgence, des projets d'infrastructure, le développement des systèmes de santé, etc.

Le sommet du G8 tenu en 2005 à Gleneagles s'était pourtant engagé à doubler l'aide pour l'Afrique d'ici 2010...

Nous avons attiré l'attention sur le fait que ces engagements n'étaient pas en voie de se réaliser dans plusieurs pays. Il était déjà presque certain avant la crise financière que plusieurs pays ne respecteraient pas leurs engagements. Et maintenant, certains pays ont annoncé qu'ils réduiront cette aide.

Les impacts se feront d'autant plus sentir qu'il n'y a quasiment pas de sécurité sociale dans ces pays en développement...

Effectivement, la majorité des travailleurs et travailleuses du monde ne bénéficie d'aucun filet de sécurité sociale. C'est un grand défi à relever. Même dans les pays industrialisés, il y a eu un effritement de la protection sociale. Si la Banque mondiale faisait bien son travail, elle aiderait les pays en développement à fournir une protection sociale aux gens qui n'en ont pas. C'est une priorité de campagne du BIT, mais il n'a pas les moyens financiers de soutenir de grands programmes de sécurité sociale alors que la Banque mondiale les a. Toutefois, elle a souvent mis davantage l'accent sur la privatisation des régimes publics existants que sur l'extension des régimes pour couvrir les travailleurs sans protection.

Des travailleurs migrants seront-ils renvoyés chez eux suite à la crise?

Oui, il y aura moins d'emplois disponibles pour les migrants, avec un impact direct sur les pays d'origine où parfois des communautés entières dépendent de l'argent renvoyé par ces travailleurs. Des pays comme le Mexique et les Philippines, qui ont une forte proportion de leur main-d'œuvre employée à l'étranger, vont être particulièrement touchés. C'est l'une des raisons pour lesquelles parmi les pays en développement, le Mexique est l'un de ceux où l'on prévoit le plus petit taux de croissance. Et aux Philippines, on prévoit une croissance de 4% du PIB en 2009, par rapport à un taux de croissance de l'ensemble de l'Asie en développement de 7%, en partie en raison d'une baisse prévue des sommes d'argent renvoyées par les migrants.

Y a-t-il une chance que cette crise mondiale dramatique remette sérieusement en question l'ultralibéralisme triomphant, comme les économistes de l'école de Chicago?

En ce qui concerne les grands « penseurs », les idéologues du néolibéralisme (je pense qu'ils sont plus des idéologues que des penseurs), je ne crois pas qu'ils vont changer de « chanson ». Mais l'important, c'est ce que font les décideurs, ceux qui définissent et appliquent des politiques. De ce côté-là, il y a quand même des changements importants qui s'annoncent. Par exemple, le G8 a reconnu qu'il faut revoir l'ensemble du système réglementaire du système financier international. C'est nouveau. On entend la même chose du FMI, qui prêchait pourtant une libéralisation des marchés dans presque toutes les circonstances et qui, tout à coup, reconnaît que le système réglementaire était complètement défaillant. Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, se prononce en ce sens depuis le début de l'année. S'il pousse cette logique jusqu'au bout, il

existe des possibilités de renverser le cours du néolibéralisme qui règne depuis un quart de siècle au moins. Ça va demander une implication du mouvement syndical international : ceux qui sont consultés actuellement sur les manières de revoir les réglementations sont un peu les mêmes qui ont placé l'économie mondiale dans les problèmes actuels, comme les gens de Wall Street. Il faut que le mouvement syndical et ses alliés mettent une grande pression sur les autorités publiques pour ne pas laisser les idéologues de la déréglementation définir la nouvelle architecture réglementaire, ce qui serait insensé. Nous devons insister pour être à la table, non seulement pour définir le nouveau cadre réglementaire du système financier, mais aussi pour obtenir des révisions des régimes fiscaux et des programmes sociaux, pour nous attaquer au problème des inégalités dans nos sociétés.

Comment les syndicats parviendront-ils à influencer davantage dans les prochains mois sur ces grosses institutions?

S'il y a des groupes dans la société qui ont attiré l'attention dans le passé sur les dangers de la « financiarisation », ce sont bien les organisations syndicales, tant nationales qu'internationales. La CSI a publié [un très bon dossier](#) consacré à ce sujet il y a plus d'un an. En plus d'attirer l'attention sur le fait que l'économie réelle avait de plus en plus de difficultés à bien fonctionner en raison de la priorité donnée au secteur financier, nous avons signalé le danger de laisser stagner le revenu des travailleurs dans des pays comme les États-Unis et de nombreux pays en développement, de laisser croître les inégalités. C'est un modèle de croissance qui n'était pas soutenable.

Nous avons attiré l'attention sur ces dangers depuis pas mal de temps. Il est important maintenant de faire connaître les revendications très précises que nous formulons. Il faut adopter tous les moyens, tant au niveau national qu'international, pour les pousser en avant. D'abord, il s'agit d'élaborer un mouvement de sauvetage de l'économie internationale et des emplois qui en dépendent. Ensuite, de mettre en place un régime réglementaire adéquat qui réponde à la réalité du XXI^{ème} siècle. Il ne faut pas se limiter à une proposition à court terme pour sauver le secteur financier en faillite, il faut aussi proposer un modèle de développement respectueux des travailleurs et de toutes les populations à bas revenus, qui offre une protection sociale de base à tout le monde, qui permette aux gens d'obtenir une augmentation du pouvoir d'achat à mesure que l'activité économique augmente.

Un exemple de la libéralisation à outrance est la publication de « Doing Business » de la Banque Mondiale...

« Doing Business » fait la promotion de la déréglementation complète des marchés du travail, de l'élimination des salaires minimum, des recours en cas de licenciement, des contrôles sur les heures de travail. C'était déjà une publication inacceptable avant la crise. Il faut mettre le doigt sur une contradiction maintenant évidente : on ne peut à la fois reconnaître que la déréglementation dans le marché financier a mis l'économie mondiale au bord du gouffre, comme semble le faire le président de la Banque mondiale... et continuer à prêcher la déréglementation de tous les autres

marchés. Cette contradiction est d'autant plus flagrante et inacceptable pour les travailleurs qu'ils sont les premiers à souffrir des impacts de cette déréglementation.

S'il y a des remises en question au sein du FMI, est-ce le cas aussi à la Banque mondiale?

Au niveau des directeurs de la Banque mondiale, ceux qui y représentent les pays, oui, il y a remise en question. À l'intérieur de la Banque mondiale, beaucoup de fonctionnaires nous disent qu'ils ne partagent pas cette approche de la déréglementation à outrance, mais ils ne le disent pas publiquement, car « Doing Business » est un document officiel de la Banque. Même la Chambre des représentants des États-Unis a adopté une résolution en juin qui dénonce « Doing Business » dans sa volonté d'éliminer toute réglementation du travail. Le président actuel de la Banque mondiale semble cependant être sourd à toutes les protestations.

Les nouveaux prêts du FMI seront-ils soumis aux conditions habituelles?

Le FMI vient d'annoncer un nouveau programme de prêts pour certains pays en difficulté qui seraient exemptés de la conditionnalité traditionnelle, mais il faudra voir comment le FMI l'appliquera. Entre-temps, pour les pays qui viennent de recevoir des prêts d'urgence (Hongrie, Islande, Ukraine, etc.), des conditions traditionnelles s'appliquent. L'une de nos revendications est la levée de leur conditionnalité : d'abord pour rendre les prêts accessibles plus rapidement, ensuite parce que l'Histoire a démontré que les conditions imposées par le FMI ont souvent eu des impacts négatifs. Par exemple, pendant la crise asiatique, le FMI a prêté de l'argent à des pays comme la Thaïlande et l'Indonésie à la condition qu'ils réduisent les dépenses publiques, y compris les dépenses sociales, ce qui a eu pour effet d'augmenter la pauvreté. On a aussi imposé à l'Indonésie la politique de laisser les banques partir en faillite. Tout ceci a eu pour effet de prolonger la crise dans ces pays. Dans les pays riches, on est en train de faire le contraire aujourd'hui : des gouvernements, qui sont en principe en faveur de la libéralisation et de la privatisation, interviennent et nationalisent une partie de l'actif des banques. Il faut donc complètement revoir ces conditions définies par des pays riches qui contrôlent les institutions financières internationales, mais qui, confrontés aux mêmes problèmes chez eux, font le contraire des politiques qu'ils prêchent. Il faut que les pays qui recevront l'aide du FMI puissent appliquer les mêmes types de mesures de sauvetage, ne se voient pas imposer des obligations de réduire les dépenses de l'État dans d'autres domaines ou de laisser tomber le secteur bancaire.

Le développement des emplois verts peut-il être mis en danger par cette crise?

Si le réflexe est de couper partout pour équilibrer les budgets, oui, il y a des menaces. Par contre, si on veut ressortir plus fort à moyen terme, il est absolument nécessaire de maintenir et même d'accélérer ces dépenses de l'État pour l'économie verte. On ne peut pas retourner à des économies si dépendantes d'énergies fossiles. À terme, il faut absolument reconverter l'économie. La meilleure période pour le faire est celle où l'on peut combiner cette reconversion avec une politique de stimulation des emplois. Des pays industrialisés l'ont fait avec certains succès dans les années 30. Aux États-Unis par exemple, la fameuse politique du « New Deal » a bâti les

infrastructures qui ont jeté les bases de l'économie moderne d'après-guerre. Les États-Uniens l'ont appliquée parce qu'il y avait de la main-d'œuvre et des produits de base disponibles inutilisés en raison d'une crise du secteur financier. C'est la même chose à l'heure actuelle. Adoptons ensemble les politiques pour accélérer les investissements nécessaires pour bâtir l'économie moderne du XXIème siècle, pour développer l'économie verte dont on a absolument besoin. Ils serviront en même temps à contrer l'impact immédiat de la crise par la création directe d'emplois.

ⁱ Entrevue avec Peter Bakvis, directeur du bureau de Washington de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de Global Union, réalisée par Samuel Grumiau en novembre 2008. Précisons que la CSI représente 168 millions de travailleurs au sein de 311 organisations affiliées nationales dans 155 pays.

